

force de dissuasion des États-Unis qui est généralement admise, même en France. La mesure de cette restauration de la confiance en soi a été bien démontrée par la rapidité et l'efficacité avec lesquelles l'alliance s'est ajustée à la décision de la France de se retirer de la force militaire intégrée, lorsque le général de Gaulle a annoncé le retrait de la France et a demandé aux États-Unis et au Canada d'abandonner leurs bases. En l'espace de quelques jours, les quatorze autres pays affirmèrent leur foi en la continuation et la raison d'être de l'organisation. Je fis connaître notre attitude à la Chambre des communes et tous les partis exprimèrent leur approbation de la décision du gouvernement canadien.

La situation de l'Allemagne, tant à cause de la géographie que de la division de son territoire, demeure difficile. On reconnaît et on admet de plus en plus en Allemagne que le gouvernement de l'Allemagne occidentale devra en arriver à quelque arrangement ou quelque entente avec ses voisins communistes de l'Est. Ceci nécessitera des décisions difficiles de la part du gouvernement de l'Allemagne. Il est évident qu'on ne saurait l'obliger de signer des accords avec les pays de l'Europe orientale. Il devra prendre lui-même ses propres décisions, tout comme nous prenons les nôtres.

Mais n'est-il pas important, particulièrement au moment où un gouvernement allemand est disposé à agir, qu'il ne soit pas entravé par la crainte concernant sa sécurité future? Une telle décision ne sera-t-elle pas mieux vue et mieux comprise par l'Europe occidentale si l'Allemagne procède dans le cadre d'une alliance?

Finalement, je crois, comme le gouvernement d'ailleurs, que l'O.T.A.N. a fourni un moyen efficace de consultation et, au besoin, de décision. Ceci, naturellement, n'empêche pas les négociations bilatérales de ses membres. La décision prise par le gouvernement canadien au sujet de ma visite à Varsovie et à Moscou en novembre dernier, émanait du gouvernement canadien lui-même. Toutefois, je me suis senti obligé de faire un rapport de mes conversations à nos alliés, comme le font tous les autres ministres des affaires étrangères dans un cas semblable. De tels rapports assurent non seulement que les décisions bilatérales sont bien comprises par les alliés, mais permettent à ceux-ci de tirer tout l'avantage possible des arrangements conclus.

J'insiste sur le fait que tout en indiquant notre ferme approbation de la *détente*, on ne pouvait faire erreur quant à notre opinion sur le besoin du maintien de l'O.T.A.N. à l'heure actuelle.

Ainsi, mon voyage en Europe orientale en novembre dernier était dicté par des raisons purement canadiennes, mais en même temps j'étais conscient du rôle du Canada dans les efforts plus généraux en vue de l'amélioration des relations entre l'Est et l'Ouest.

Il ne faut pas oublier non plus que l'O.T.A.N. est une organisation qui au-dessus de l'Atlantique apprend depuis près de vingt ans à quinze pays à se connaître mieux et à se consulter. C'est là un résultat significatif. Quand on songe aux difficultés de la période précédant la première Grande Guerre, de la période qui s'est écoulée entre les deux guerres, et aux difficultés du début de la seconde Grande Guerre, on constate que ce moyen de consultation est en soi un immense succès qu'il ne faut pas perdre de vue, sans égard au rôle militaire que l'O.T.A.N. peut jouer à l'avenir.

L'Alliance s'est révélée un instrument souple capable de s'adapter aux besoins du moment. Sa raison d'être peut changer ou prendre plus d'importance selon la priorité des nécessités politiques. Mais, d'après moi, cette organisation s'est montrée capable de s'ajuster aux besoins. Ne doit-on pas tenir compte de ce résultat dans notre estimation de la valeur du maintien de cette alliance?

J'ai été encouragé par votre débat et par les opinions exprimées généralement en faveur de l'importance de l'O.T.A.N. à l'heure actuelle, opinions que le gouvernement canadien continue de partager, comme je le disais.